CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 67.807/2
du 16 septembre 2020

sur

une proposition de loi ‘modifiant diverses dispositions concernant l'approche administrative et portant création d'une direction chargée de l'évaluation de l'intégrité des pouvoirs publics’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 67.807/2
van 16 september 2020

over

een wetsvoorstel ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende bestuurlijke handhaving en houdende de oprichting van een Directie Integriteitsbeoordelingen voor Openbare Besturen’

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

Le 17 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 4 septembre 2020, sur une proposition de loi 'modifiant diverses dispositions concernant l'approche administrative et portant création d'une direction chargée de l'évaluation de l'intégrité des pouvoirs publics', déposée par M. Joy DONNÉ, Mme Yngvild INGELS et M. Christoph D'HAESE (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1381/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 16 septembre 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Laurence VANCRAYEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 septembre 2020.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

Op 17 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 4 september 2020 een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende bestuurlijke handhaving en houdende de oprichting van een Directie Integriteitsbeoordelingen voor Openbare Besturen', ingediend door de heer Joy DONNÉ, mevrouw Yngvild INGELS en de heer Christoph D'HAESE (*Parl.St.*, Kamer, 2019-20, nr. 55-1381/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 16 september 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Laurence VANCRAYEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 september 2020.

*

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

La proposition de loi à l'examen reproduit en substance un avant-projet de loi qui a déjà été examiné à deux reprises par la section de législation et qui a donné lieu à l'avis n° 63.791/2/V du 6 août 2018 et à l'avis n° 66.209/2 du 20 juin 2019 [1].

Par rapport au texte ayant donné lieu à l'avis n° 66.209/2, la proposition à l'examen contient quelques différences, qui tendent essentiellement à donner suite soit aux observations émises dans cet avis, soit aux observations qui ont été faites par l'Autorité de protection des données dans son avis n° 133/2019 du 3 juillet 2019.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées. Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, lorsque le Président de la Chambre des représentants sollicite un nouvel avis de la section de législation, celui-ci ne porte que sur les dispositions nouvelles. Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : en pareil cas, dans le même cas de figure, la section de législation n'est saisie que des dispositions du texte affectées par ces éléments nouveaux.

Par conséquent, c'est dans la mesure où la proposition de loi à l'examen contient des modifications qui sont sans lien avec les avis déjà donnés par la section de législation ou que des éléments juridiques nouveaux sont intervenus qu'elle est examinée.

‡ S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Avis n° 63.791/2/V donné le 6 août 2018 sur un avant-projet de loi 'relatif à l'approche administrative communale' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63791.pdf) et avis n° 66.209/2 donné le 20 juin 2019 sur un avant-projet de loi 'relati[f] à l'approche administrative communale et portant création d'une Direction Evaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics et modifiant la Nouvelle Loi communale, la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66209.pdf).

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

En l'espèce, les articles 1er, 3, 4, 9, 10 à 12, 14, 16, 17 et 22 à 32 de l'avant-projet ne seront donc pas réexaminés, les autres dispositions l'étant uniquement dans les limites qui viennent d'être tracées. Pour le surplus, il est renvoyé aux avis n° 63.791/2/V et 66.209/2 précités, dont plusieurs observations gardent leur pertinence. Il conviendrait d'ailleurs que ces avis figurent, avec les textes sur lesquels ils ont été donnés, dans le dossier législatif relatif à la proposition de loi à l'examen afin d'informer au mieux les parlementaires.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

DISPOSITIF

Article 2

1. L'article 2 définit la notion de faits punissables en visant les infractions qui sont commises de façon organisée dans une série de domaines énumérés, cette énumération s'inspirant de la liste figurant à l'article 4, 23°[2], de la loi du 18 septembre 2017 'relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces'.

Par rapport à la version de l'avant-projet ayant donné lieu à l'avis n° 66.209/2, la liste proposée a été complétée afin de reproduire la quasi intégralité [3] de la liste de l'article 4, 23°, précité.

Le commentaire de l'article ne s'explique pas sur ces ajouts mais il expose toujours [4] que les faits punissables doivent « cumuler un caractère organisé et une certaine gravité ».

Il est toutefois constaté, par exemple, qu'en ce qui concerne la fraude sociale, le qualificatif de « grave » a été supprimé dans la liste, tandis qu'en ajoutant des infractions commises dans certains domaines, tels que la faillite, sans autre précision, on peut douter du fait que toutes les infractions qui seraient commises dans ces domaines, même de manière organisée, revêtiraient une « certaine gravité ». Sur ce point, le texte proposé ne semble pas correspondre à l'intention déclarée de ses auteurs.

La disposition sera revue à la lumière de la présente observation.

[2] Et non l'article 4, 13°, comme il est indiqué erronément dans le commentaire de l'article.

[3] Sauf la piraterie et le délit boursier.

[4] Comme dans la version ayant donné lieu à l'avis n° 66.209/2.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

2. Quant à la nécessité de définir la notion de faits punissables à l'article 2, l'avis n° 66.209/2 observait ce qui suit :

> « Tel que le projet est conçu, on n'aperçoit pas l'intérêt de définir ici la notion de 'faits punissables'. En effet, cette notion, qui n'est utilisée que dans le cadre de l'enquête d'intégrité, est déjà définie à l'article 119*ter*, § 6, alinéa 4, en projet de la Nouvelle loi communale.
>
> Si l'intention est d'utiliser cette notion également dans le cadre des autres missions d'avis de la DEIPP, le texte devrait être revu en ce sens, en tenant compte toutefois de l'observation générale n° 2.[2] ».

Le commentaire de l'article indique à cet égard que « l'objectif est d'utiliser également cette notion dans le cadre des autres missions d'avis de la DEIPP ».

Or, en ce qui concerne les missions de la DEIPP, l'article 11 précise que celle-ci traite des données à caractère personnel et des informations relatives à des personnes physiques ou morales « dans le but exclusif de fournir un avis motivé tel que visé à l'article 9 ». Quant à l'article 9 de la proposition, il prévoit, quel que soit le contexte dans lequel une demande d'avis est adressée à la DEIPP (enquête d'intégrité, subvention, marché public ou concession), que la DEIPP fournit un avis motivé « quant aux critères énoncés à l'article 119*ter*, § 6, de la nouvelle loi communale ». L'article 119*ter*, § 6, contenant lui-même une définition des faits punissables - identique à celle de l'article 2 de la proposition –, on n'aperçoit pas la nécessité de définir cette notion à l'article 2, sauf à démontrer que d'autres missions sont dévolues à la DEIPP, auquel cas il conviendrait de les faire apparaître clairement.

Article 6

Le paragraphe 1er indique que les avis rendus par la DEIPP sont non contraignants mais sans préciser qu'ils doivent être motivés, contrairement à l'avant-projet ayant donné lieu à l'avis n° 66.209/2.

Dans son avis n° 133/2019, l'Autorité de protection des données avait, à l'égard de la notion d'avis motivé, observé ce qui suit :

> « Vu que les avis de la DEIPP doivent être motivés (article 6, § 1er du projet), l'Autorité ne comprend pas comment la DEIPP peut les rédiger sans faire référence à certaines informations. Dans le cas contraire, l'avis de la DEIPP sera peu utile pour l'autorité qui l'a sollicité. Si cette autorité prend une décision, par exemple si elle exclut une personne d'un marché public ou suspend un permis, elle devra motiver dûment cette décision et ensuite, elle ne peut pas faire référence à un avis négatif de la DEIPP si ce dernier ne contient pas les éléments justificatifs » [5].

L'attention du législateur est attirée sur ce qu'en supprimant l'obligation de motiver les avis de la DEIPP, la proposition renforce la difficulté soulignée par l'Autorité de protection des données, à savoir que l'autorité qui prendrait une décision après avoir demandé l'avis de la DEIPP ne pourrait pas asseoir sa décision sur cet avis.

[5] Avis n° 133/2019 donné le 3 juillet 2019, point 39.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

Il est en outre constaté que l'article 10 de la proposition, qui précise le délai dans lequel la DEIPP rend ses avis, continue quant à lui à se référer à un « avis motivé ».

L'article 6 sera réexaminé en conséquence.

Article 7

Selon le commentaire de l'article 7, la notion de « jour ouvrable » utilisée à l'alinéa 2 [6] n'a pas l'acception qui résulte de la jurisprudence et exclut les samedis.

Cette intention, si elle est confirmée, devrait être traduite dans le dispositif.

Article 15

L'article 15, § 1er, alinéa 2, 1°, se réfère dorénavant aux objectifs prévus « à l'article 11 ». Il tend ainsi à donner suite à l'observation n° 91 de l'avis n° 133/2019 de l'Autorité de protection des données [7].

Néanmoins, afin de donner pleinement suite à cette observation, il convient également de remplacer, à l'article 15, § 1er, alinéa 2, 2° et 3°, la référence à l'article 4 par une référence à l'article 11.

Article 18

1. À l'article 119*ter*, § 6, alinéa 4, proposé de la Nouvelle loi communale, les termes à définir sont « faits punissables » et non « faits punissables visés à l'alinéa 2 pris en considération lors de l'enquête d'intégrité ».

Dans la version française, la place du deuxième guillemet sera modifiée en conséquence. Dans la version néerlandaise, les mots « strafbare feiten » seront placés entre guillemets.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 7 ne fait que répéter une règle déjà contenue au paragraphe 4, alinéa 3, auquel le paragraphe 7, alinéa 2 renvoie [8]. Cette répétition est inutile.

L'alinéa sera omis.

[6] Les signes et chiffre « § 1er. », au début de l'article 7 doivent être omis.

[7] « 91. Dans un simple souci d'exhaustivité, l'Autorité attire l'attention sur le fait que l'article 4 du projet ne contient pas de finalités, comme l'article 15, § 1er, deuxième alinéa du projet le mentionne à tort ».

[8] Ledit paragraphe 7, alinéa 2, renvoie à l'alinéa 2 du paragraphe 4 alors que, de toute évidence il s'agit de renvoyer à l'alinéa 3 de cette disposition puisque l'alinéa 2 ne contient aucun délai, au contraire de l'alinéa 3. Ce renvoi sera corrigé si l'alinéa 2 du paragraphe 7 devait être maintenu.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

OBSERVATION FINALE

Dans son avis n° 133/2019, l'Autorité de protection des données estimait qu'un certain nombre d'adaptations s'imposait [9].

Si plusieurs d'entre elles ont été faites, il apparaît toutefois que sur un certain nombre de points [10], la proposition de loi à l'examen n'a pas été adaptée dans le sens indiqué, sans que ses auteurs ne s'en expliquent dans les développements.

Il conviendrait de réexaminer la proposition à cet égard et, à tout le moins, d'exposer dans la suite des travaux parlementaires ce qui pourrait justifier que certaines observations de l'Autorité de protection des données ne donnent pas lieu à modification.

De manière générale, dans le cas d'une proposition de loi qui reproduit un texte qui aura déjà fait l'objet de trois avis de la section de législation et de deux avis de l'Autorité de protection des données, il serait dans l'intérêt des travaux parlementaires d'accompagner ce texte de développements permettant de voir quelle a été l'évolution du texte proposé et en quoi la version actuelle donne suite aux différentes observations émises (et, si ce n'est pas le cas, d'en indiquer les raisons de manière systématique et exhaustive).

*

[9] Pages 25 et 26.

[10] Tel semble être le cas notamment des observations figurant sous les points 43 à 46, 48, 52, 57 à 63, 68, 70 à 71, 80 et 94.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het wetsvoorstel,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het wetsvoorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

Het voorliggende wetsvoorstel neemt in wezen een voorontwerp van wet over dat al twee keer door de afdeling Wetgeving onderzocht is en aanleiding heeft gegeven tot advies 63.791/2/V van 6 augustus 2018 en advies 66.209/2 van 20 juni 2019.[1]

Het voorliggende wetsvoorstel vertoont ten opzichte van de tekst die aanleiding heeft gegeven tot advies 66.209/2, een aantal verschillen, die er hoofdzakelijk toe strekken hetzij aan de in dat advies geformuleerde opmerkingen gevolg te geven, hetzij aan de opmerkingen die door de Gegevensbeschermingsautoriteit gemaakt zijn in haar advies 133/2019 van 3 juli 2019.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven. Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die in het eerste advies van de afdeling Wetgeving zijn gemaakt of gedaan: wanneer de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de afdeling Wetgeving een nieuw advies vraagt, heeft dat advies in zo'n geval enkel betrekking op de nieuwe bepalingen. Dat geldt ook niet wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken die kunnen rechtvaardigen dat de tekst door de afdeling Wetgeving wederom onderzocht wordt: in zo'n geval moeten in dezelfde veronderstelling enkel de bepalingen van de tekst waarvoor die nieuwe gegevens consequenties hebben, aan de afdeling Wetgeving voorgelegd worden.

‡ Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Advies 63.791/2/V, op 6 augustus 2018 gegeven over een voorontwerp van wet 'betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63791.pdf) en advies 66.209/2, op 20 juni 2019 gegeven over een voorontwerp van wet 'betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving en houdende de oprichting van een Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen en tot wijziging van de Nieuwe gemeentewet, de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66209.pdf).

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

Bijgevolg wordt het voorliggende wetsvoorstel onderzocht in zoverre het wijzigingen bevat die geen verband houden met de reeds door de afdeling Wetgeving gegeven adviezen of voor zover nieuwe juridische gegevens opgedoken zijn.

In casu moeten de artikelen 1, 3, 4, 9, 10 tot 12, 14, 16, 17 en 22 tot 32 van het voorontwerp dus niet opnieuw onderzocht worden en worden de overige bepalingen enkel opnieuw onderzocht binnen de grenzen die zonet aangegeven zijn. Voor het overige wordt verwezen naar de voornoemde adviezen 63.791/2/V en 66.209/2, waarvan verscheidene opmerkingen relevant blijven. Teneinde de parlementsleden zo goed mogelijk te informeren zouden die adviezen en de teksten waarover advies gegeven is trouwens opgenomen moeten worden in het wetgevingsdossier met betrekking tot het voorliggende wetsvoorstel.

ONDERZOEK VAN HET WETSVOORSTEL

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Artikel 2 geeft een definitie van het begrip "strafbare feiten" en verwijst daarbij naar de misdrijven die op georganiseerde wijze gepleegd worden in een reeks domeinen die opgesomd worden. Die opsomming is gebaseerd op de lijst die opgenomen is in artikel 4, 23°,[2] van de wet van 18 september 2017 'tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten'.

De voorgestelde lijst is ten opzichte van de versie van het voorontwerp die aanleiding heeft gegeven tot advies 66.209/2 aldus aangevuld dat de lijst van het voornoemde artikel 4, 23°, nagenoeg integraal[3] overgenomen wordt.

In de toelichting bij het artikel wordt geen uitleg gegeven bij die toevoegingen maar daarin staat nog altijd[4] dat de strafbare feiten "[c]umulatief met het georganiseerd karakter (…) tevens een zekere ernst [dienen] te vertonen".

Er wordt evenwel vastgesteld dat, bijvoorbeeld wat de sociale fraude betreft, de kwalificatie "ernstige" uit de lijst geschrapt is, terwijl eraan kan worden getwijfeld of door in bepaalde domeinen gepleegde misdrijven, zoals het faillissement, zonder nadere precisering toe te voegen, alle misdrijven die, ook al is het op georganiseerde wijze, in die domeinen gepleegd zouden worden, een "zekere ernst" zouden vertonen. Op dat punt lijkt de voorgestelde tekst niet in overeenstemming te zijn met de kennelijke bedoeling van de indieners van het wetsvoorstel.

De bepaling moet in het licht van die opmerking herzien worden.

[2] En niet in artikel 4, 13°, zoals verkeerdelijk vermeld wordt in de toelichting bij het artikel.

[3] Met uitzondering van de zeeroverij en het beursmisdrijf.

[4] Zoals in de versie die aanleiding heeft gegeven tot advies 66.209/2.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

2. In verband met de noodzaak om in artikel 2 het begrip "strafbare feiten" te definiëren, is in advies 66.209/2 het volgende opgemerkt:

> "Zoals het ontwerp is opgevat, is het niet duidelijk waarom het begrip 'strafbare feiten' hier wordt gedefinieerd. Dat begrip, dat alleen wordt gebruikt in het kader van het integriteitsonderzoek, wordt immers al gedefinieerd in het ontworpen artikel 119*ter*, § 6, vierde lid, van de Nieuwe Gemeentewet.
>
> Indien het de bedoeling is om dat begrip ook te gebruiken in het kader van de andere adviesopdrachten van de DIOB, zou de tekst in die zin moeten worden herzien, evenwel met inachtneming van algemene opmerking 2.[2]."

In de toelichting bij het artikel wordt in dat verband aangegeven dat "het de bedoeling is om dit begrip eveneens te gebruiken in het kader van de andere adviesopdrachten van de DIOB".

Met betrekking tot de opdrachten van de DIOB wordt in artikel 11 echter gepreciseerd dat de DIOB persoonsgegevens en informatie met betrekking [tot] natuurlijke en rechtspersonen uitsluitend [verwerkt] "met het doel om een gemotiveerd advies zoals bedoeld in artikel 9 te verstrekken". Artikel 9 van het wetsvoorstel bepaalt van zijn kant dat, ongeacht de context waarin een adviesaanvraag gericht wordt aan de DIOB (integriteitsonderzoek, subsidie, overheidsopdracht, concessieovereenkomst), deze laatste op gemotiveerde wijze advies verleent "over de criteria die zijn opgenomen in artikel 119*ter*, § 6, van de Nieuwe Gemeentewet". Aangezien artikel 119*ter*, § 6, zelf een definitie bevat van "strafbare feiten" − dezelfde definitie als die welke in artikel 2 van het wetsvoorstel vervat is −, is het niet duidelijk waarom het nodig is dat begrip in artikel 2 te definiëren, tenzij aangetoond wordt dat aan de DIOB andere opdrachten toegekend worden, in welk geval duidelijk gemaakt zou moeten worden welke opdrachten dat zijn.

Artikel 6

In paragraaf 1 wordt aangegeven dat de adviezen van de DIOB niet-bindend zijn, maar er wordt niet gepreciseerd dat ze gemotiveerd moeten zijn, terwijl dat wel het geval is in het voorontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot advies 66.209/2.

In haar advies 133/2019 heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit met betrekking tot het begrip "gemotiveerd advies" het volgende opgemerkt:

> "Gelet op het feit dat de adviezen van de DIOB gemotiveerd moeten zijn (artikel 6, § 1, van het ontwerp) ziet de Autoriteit niet in hoe de DIOB die kan opstellen zonder naar bepaalde informatie te verwijzen. Zo niet zal het DIOB-advies van weinig nut zijn voor de overheid die erom verzocht. Als deze overheid een beslissing neemt, bijvoorbeeld iemand weert uit een overheidsopdracht of een vergunning schorst, zal zij die beslissing behoorlijk moeten motiveren en dan kan ze niet verwijzen naar een negatief advies van de DIOB als dit laatste niet de onderbouwende elementen bevat."[5]

[5] Advies 133/2019 d.d. 3 juli 2019, punt 39.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

De aandacht van de wetgever wordt erop gevestigd dat het wetsvoorstel door de opheffing van de verplichting tot motivering van de adviezen van de DIOB het probleem waarop door de Gegevensbeschermingsautoriteit gewezen is nog groter maakt, namelijk dat de overheid die een beslissing zou nemen na de DIOB om advies verzocht te hebben haar beslissing niet op dat advies zou kunnen steunen.

Er wordt voorts vastgesteld dat artikel 10 van het wetsvoorstel, waarin gepreciseerd wordt binnen welke termijn de DIOB haar adviezen verstrekt, nog steeds verwijst naar een "gemotiveerd advies".

Artikel 6 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 7

Volgens de toelichting bij artikel 7 heeft het begrip "werkdag" dat in het tweede lid[6] gebezigd wordt, niet de betekenis die voortvloeit uit de rechtspraak en vallen de zaterdagen niet onder dat begrip.

Als dat inderdaad de bedoeling is, zou dat moeten blijken uit het dispositief.

Artikel 15

In artikel 15, § 1, tweede lid, 1°, wordt voortaan verwezen naar de doelstellingen voorzien "in artikel 11". Aldus wordt getracht gevolg te geven aan opmerking 91 van advies 133/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit.[7]

Om volledig gevolg te geven aan die opmerking dient in artikel 15, § 1, tweede lid, 2° en 3°, evenwel ook de verwijzing naar artikel 4 vervangen te worden door een verwijzing naar artikel 11.

Artikel 18

1. In het voorgestelde artikel 119*ter*, § 6, vierde lid, van de Nieuwe Gemeentewet is de te definiëren term "strafbare feiten" en niet "strafbare feiten als bedoeld in het tweede lid die bij het integriteitsonderzoek in overweging worden genomen".

In de Nederlandse versie, moet de termen "strafbare feiten" dan ook tussen aanhalingstekens geplaatst worden. In de Franse tekst moeten de sluitende aanhalingstekens na het woord "punissables" geplaatst worden in plaats van na de woorden "d'intégrité".

[6] Vooraan in artikel 7 moet "§ 1." weggelaten worden.

[7] "91. Louter volledigheidshalve vestigt de Autoriteit er de aandacht op dat artikel 4 van het ontwerp geen doelstellingen bevat zoals artikel 15, § 1, tweede lid, 1°, van het ontwerp ten onrechte vermeldt."

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡

2. In het tweede lid van paragraaf 7 wordt slechts een regel herhaald die reeds vervat is in paragraaf 4, derde lid, waarnaar in paragraaf 7, tweede lid, verwezen wordt.[8] Dat is een nodeloze herhaling.

Het tweede lid moet weggelaten worden.

SLOTOPMERKING

In haar advies 133/2019 was de Gegevensbeschermingsautoriteit van oordeel dat een aantal aanpassingen zich opdrongen.[9]

Verscheidene van die aanpassingen zijn gedaan maar het blijkt dat het voorliggende wetsvoorstel op een aantal punten[10] niet in de aangegeven zin aangepast is, terwijl de indieners van het wetsvoorstel daarover geen uitleg geven in de toelichting.

Het wetsvoorstel dient in dat opzicht opnieuw onderzocht te worden en in het vervolg van de parlementaire voorbereiding zou op zijn minst uiteengezet moeten worden hoe gerechtvaardigd zou kunnen worden dat een aantal opmerkingen van de Gegevensbeschermingsautoriteit geen wijziging teweegbrengen.

Ingeval een wetsvoorstel een tekst overneemt waarover door de afdeling Wetgeving reeds drie adviezen en door de Gegevensbeschermingsautoriteit reeds twee adviezen uitgebracht zullen zijn, zou het aan de parlementaire voorbereiding ten goede komen als bij die tekst een toelichting gevoegd wordt zodat de evolutie van de voorgestelde tekst nagegaan kan worden en de wijze waarop de huidige versie gevolg geeft aan de verschillende opmerkingen die geformuleerd zijn (en, als dat niet het geval is, zouden de redenen daarvoor op systematische en exhaustieve wijze opgegeven moeten worden).

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

[8] In de genoemde paragraaf 7, tweede lid, wordt naar het tweede lid van paragraaf 4 verwezen, terwijl het duidelijk de bedoeling is dat naar het derde lid van die bepaling verwezen wordt, aangezien het tweede lid in tegenstelling tot het derde lid geen enkele termijn vermeldt. Die verwijzing moet gecorrigeerd worden als het tweede lid van paragraaf 7 behouden zou blijven.

[9] Pagina's 25 en 26.

[10] Dat lijkt onder meer het geval te zijn voor de opmerkingen onder de punten 43 tot 46, 48, 52, 57 tot 63, 68, 70 tot 71, 80 en 94.

‡LW-CCJUPFDCJ-GHIAHVT‡